

LE POLITIQUE

MUNICIPAL, PROVINCIAL ET NATIONAL.

ANGLETERRE.

Londres, le 15 juin. — Les efforts que l'on fait pour l'équipement des troupes de l'expédition d'Espagne ne se ralentissent pas. Cette activité, dans l'intérêt de la cause constitutionnelle, a exercé une influence favorable sur les fonds espagnols.

Dans trois semaines toutes les opérations pour le recrutement de 12,000 hommes seront terminées. On a vu que le brave amiral Napier a offert ses services. Les bateaux à vapeur ont été loués pour transporter des troupes d'Irlande et d'autres points en Espagne.

Le général Alava, ambassadeur d'Espagne, a annoncé par un avis officiel, en date du 12 juin, que par suite de l'ordre rendu par S. M., qui lève des interdictions d'enrôlemens à l'étranger, tous ceux qui désireront profiter de l'autorisation de S. M. pour entrer au service de la reine d'Espagne, dans l'expédition dirigée par le général, aient à s'adresser au colonel Evans, membre du conseil, qui doit commander l'expédition. Le colonel Robinson recevra le public de dix à quatre heures. Par suite de cet avis le bureau a été encombré de gens de tous grades qui veulent faire partie de cette expédition. Comme les arrangements sont à peine arrêtés, tout s'est borné à des enseignemens et à donner des adresses. On dit beaucoup d'officiers du rang le plus élevé ont envoyé leurs demandes de nomination. On veut lever des bataillons d'infanterie, trois d'artillerie et un de cavalerie.

Les troupes seront levées principalement en Irlande. Il y aura, à cet effet, des comités à Cork, dans le Devonshire et le Lancashire. On se propose d'expédier la moitié des troupes dans quinze jours. Nous apprenons que le gouvernement a offert des navires pour le transport, mais ils ont été refusés.

Il a été question de convoquer une assemblée générale des personnes qui ont des intérêts en Espagne, dans le but de lever des souscriptions; mais l'importance des offres volontaires faites par des personnes qui s'intéressent grandement au résultat, paraît devoir rendre ce projet superflu, à l'exception toutefois de la force morale que pourrait tirer de la reine de l'approbation généralement et hautement déclarée des négocians de Londres pour son parti.

Le colonel Evans a eu de longues conférences au Foreign Office. C'est pourquoi le bruit s'est répandu que ce brave officier allait être chargé d'une mission importante dans la Péninsule. Deux régimens sont prêts à s'embarquer et d'autres les suivront de près. On croit que ces démonstrations auront l'effet désiré sur don Carlos et les partisans.

L'expédition espagnole marche bien, et les préparatifs s'en font avec beaucoup d'activité; grand nombre d'officiers et de soldats ne cessent d'offrir leurs services, d'autant plus qu'on sait qu'ils seront tous égardés, traités sur le même pied que les soldats anglais. En Irlande, l'enrôlement a aussi déjà commencé, et un officier supérieur s'y rendra pour le diriger. Des sommes considérables ont été placées à la disposition de ceux qui sont à la tête de cette entreprise. On dit que le corps volontaire se composera de 10,000 hommes d'infanterie et de 1,000 de cavalerie, de 700 tirailleurs et de 300 artilleurs.

On annonce que le duc de Wellington ne fera ce soir la motion qu'il avait annoncée dans la dernière séance de la chambre des pairs, relativement à l'ordre du conseil sur les enrôlemens pour

le service étranger. On pense que la seconde lecture du bill de lord John Russel aura lieu ce soir à la chambre des communes, et comme sir Robert Peel s'est formellement déclaré en faveur de cette mesure, il est fort probable que cette lecture n'éprouvera pas d'opposition; cependant on croit que les tories feront dans le comité tous leurs efforts, afin d'affaiblir et même détruire l'effet de ce bill.

FRANCE.

Paris, le 16 juin. — Un journal du matin, le *Constitutionnel*, donne des détails étendus et pleins d'intérêt sur les négociations qui viennent d'être suivies à Paris entre M. de Broglie et lord Granville :

« Si nous sommes bien informés, dit-il, les conférences de lord Granville et de M. le duc de Broglie ont porté sur trois points : 1^o question financière; 2^o question militaire; 3^o question commerciale.

« La question financière est la plus grave de toutes; elle a excité la plus vive attention à Paris et à Londres. Comme il faut être juste et vrai en toutes choses, on a d'abord avoué que le gouvernement de l'Espagne n'était pas aujourd'hui en mesure de pourvoir à tous les besoins extraordinaires que demandait la levée de 20 à 25 mille hommes, soit en Angleterre, soit en France, soit en Belgique. La plupart des ressources du gouvernement espagnol sont paralysées; les revenus publics se recueillent difficilement. Le premier emprunt s'est aisément placé; mais un second le serait-il avec le même avantage? Il a donc été reconnu encore qu'on procéderait avec le gouvernement espagnol par voie d'avance, et que chacun des états de l'alliance prendrait à ses frais la levée et la solde des troupes qui seraient organisées sur son territoire; à savoir: l'Angleterre, le corps des sujets britanniques; France, la légion étrangère augmentée des recrues qu'on pourrait y faire; le Portugal, la division auxiliaire; et qu'on inviterait également le roi des Belges à entrer dans ce commun système d'avance, sous la garantie de la France et de l'Angleterre. Comme on ne doute pas du succès définitif de toutes ces forces réunies contre don Carlos, ces avances seraient liquidées par le gouvernement de la reine, et l'on réglerait le mode de paiement par annuités.

« Le second point est tout militaire: il est convenu que pour que l'aide que l'on prête au gouvernement de Christine soit efficace, il est essentiel que les auxiliaires soient promptement réunis, armés, équipés et transportés. Avec l'impulsion donnée dans la Péninsule, il est à craindre que les succès un peu exagérés de Zumalacarréguy ne portent le découragement dans l'armée de la reine, et ici la promptitude du secours doublera la force morale, si puissante dans les opérations militaires. Il serait malheureux que le ministère français ne secondât pas sous ce point de vue l'activité de l'armée anglaise. Lord Granville a, dit-on, promis que tout serait prêt pour un premier transport britannique vers la fin de juillet; il a insinué à M. de Broglie que le gouvernement français aurait moyen, bien avant cette époque, de transporter la légion étrangère en Espagne, pour agir dans une autre portion de la Péninsule. M. de Broglie a tout promis; mais déjà des observations arrivent de la part des cabinets de la sainte-alliance et il est à craindre que tout cela ne cause des retards.

« Le troisième point est tout commercial. La question posée a été celle-ci: Quelles mesures devront prendre les consuls, les agens diplomatiques,

si quelque port venait à tomber dans les mains des carlistes? devraient-ils se retirer et cesser leurs fonctions? Quelle protection sera accordée au commerce national? Comment la question de contrebande de guerre s'appliquera-t-elle aux bâtimens des trois puissances du Nord, qui tenteraient de la faire au profit des carlistes? Tous ces points, assure-t-on, ont été décidés conformément aux principes. Ainsi, par exemple, il a été résolu que les consuls demeureraient dans les lieux occupés par les carlistes, sans reconnaître les autorités autrement que pour protéger le pavillon national et les intérêts commerciaux. Il a été arrêté encore que les principes les plus rigoureux contre la contrebande de guerre; le blocus étant proclamé, seraient appliqués aux marchandises désignées sous le titre de contrebande de guerre, quelque fût le pavillon qui les protégeât. »

Le gouvernement anglais ne paraît avoir nul souci de déplaire à la sainte-alliance; il a promis de favoriser les enrôlemens pour la reine Isabelle, et il tient sa promesse sans s'inquiéter de ce qu'en penseront et en diront les puissans protecteurs de don Carlos.

La révocation du bill sur les enrôlemens a été suivie de l'impulsion que cette mesure devait donner à tous les amis de la liberté et aux spéculateurs de tout genre. Un comité s'est formé pour recevoir les engagements d'hommes et les effets d'armes et de munitions. En moins de temps que le gouvernement aurait pu en mettre lui-même, des bataillons de toutes armes seront formés et embarqués pour la Péninsule. Une foule de bâtimens à vapeur seront dans quelques jours prêts à recevoir les volontaires qui, sous la conduite du colonel Evans, vont défendre en Espagne la cause d'Isabelle.

Le ministère whig paraît disposé à faire plus; il enverra des troupes en Portugal pour laisser à l'armée portugaise la facilité de fournir à l'Espagne un corps auxiliaire plus nombreux.

Pendant ce temps, que fait le gouvernement de France? comme nous l'avons dit, des permissions sont accordées aux officiers qui en demandent; on reçoit des enrôlemens à petit bruit, on prépare en cachette quelques bateaux de transport. Mais comme on ne veut pas indisposer les ambassadeurs des puissances du Nord on n'ose rien faire hautement et avec activité. De leur côté, les citoyens restent inactifs, parce qu'ils craignent qu'une police ombrageuse ne vienne à mal interpréter leur zèle et à transformer en conspiration leurs armemens pour l'Espagne. Voilà cependant à quel rôle bâtard nous a réduits le système du juste-milieu, lorsque nous pourrions marcher, sinon en tête de l'Angleterre, au moins sur la même ligne qu'elle. (Cour. français.)

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Nous recevons par voie extraordinaire la lettre suivante :

Madrid, 9 juin.

« Le nouveau président du conseil, investi de toute la confiance de sa souveraine, est décidé à tout tenter pour relever les espérances et le courage des amis de la constitution. Appelé à la présidence du conseil dans des circonstances critiques, M. de Torreno sait l'importance de la tâche qui lui est confiée, et ses efforts tendront à l'accomplissement de sa noble et patriotique mission. On assure qu'une des premières mesures arrêtées par M. de Torreno est la formation d'un conseil de guerre qui siégerait à Madrid, et de ce point central, dirigerait les opérations de l'armée. Il est certain que l'armée a besoin d'être stimulée; les échecs qu'elle a successivement subis, l'ont jetée dans le découragement, et c'est sans doute pour

lui inspirer quelque confiance que le général Valdès vient de publier un ordre du jour annonçant positivement la coopération de la France. L'assurance donnée par le général en chef a surpris les hommes politiques à Madrid, où l'on sait que rien d'officiel n'est encore connu quant aux intentions de la France, bien que l'on compte sur cette coopération.

» S'il faut en croire les bruits répandus dans certains quartiers, l'Espagne va prendre une attitude nouvelle sous les auspices du ministre dirigeant; le découragement va faire place à la plus active énergie; le gouvernement comprend enfin que les sympathies nationales doivent être consultées, et que le peuple espagnol, pour retrouver sa vigueur, n'a besoin que de pouvoir compter sur un gouvernement fort. Déjà le décret financier pour la conversion de non consolidés en titres au porteur 4 0/0, a imprimé un mouvement de hausse à nos fonds. Des décrets, non moins importants par leur esprit et par les conséquences qu'ils doivent entraîner, ne tarderont pas être rendus.

— Une seconde lettre du même jour désigne M. Alava pour le ministère de la marine, Martínez de la Rosa pour l'ambassade de Paris, en remplacement du duc de Frias, et M. le général Cordova comme successeur du général Alava à Londres. Il paraît que les secrétaires de ces deux ambassades seraient conservés. On pense que M. de Torreno a jeté les yeux sur M. Perez de Castro pour diriger le ministère de l'intérieur, dont il avait le portefeuille, sous les cortès de 1820.

Les détails suivans concernant Zumalacarréguy, le général de l'armée carliste en Navarre, et les divers chefs de cette insurrection, offrent de l'intérêt en ce moment.

Le premier promoteur de l'insurrection fut Santos-Ladron, il périt les armes à la main; Eraso lui succéda, il fut rejeté en France. Iturralde, riche propriétaire navarrais, rallia tous les débris de leurs compagnons d'armes à Puente-la-Reyna, où se forma la junte qui appela toute la Navarre aux armes, Zumalacarréguy, ancien colonel, se rendit à cet appel, il fut question d'élire un chef, Iturralde l'était déjà; mais Eraso reparut; il était colonel effectif dans l'armée, tous les votes se réunirent sur lui; mais Eraso, qui n'avait jamais commandé que des douaniers, déclina modestement le commandement, et désigna Zumalacarréguy qui avait commandé un régiment, dont il connaissait la capacité. Il fut élu.

» Zumalacarréguy est d'une famille respectable d'Ormaistegny, près de Vergara (Guipuzcoa.) Il servit comme capitaine dans les troupes de Mina, et sous la constitution de 1820, il était lieutenant colonel du régiment des ordres militaires; on le reconnaissait comme administrateur, mais peu militaire. A la rentrée de Ferdinand, il obtint le grade de colonel, et plus tard le commandement du régiment d'Estramadure (15^e de ligne). Son régiment lui fut ôté en 1832, lors de l'épuration du ministre Cruz, et il se retira à Pampelune, où il était marié.

— On lit ce matin dans le *Journal des Débats*:

« M. le comte de Rigny est parti, avec l'agrément du roi, pour faire une absence de quelques semaines. »

— On dit que le *Moniteur du commerce* qui défend avec un talent si remarquable les principes du gouvernement, vient de recueillir parmi les principaux négocians de Paris et des départemens, un fonds social de 400 mille francs.

La *Gazette des Tribunaux* arrivée ce matin rapporte le fait suivant:

» Une plainte vient d'être adressée à l'autorité par une jeune et très jolie femme du boulevard Montmartre. Elle offre des circonstances si extraordinaires, que nous n'avons pas voulu les révéler avant de les bien connaître.

» Deux jeunes époux vivent ensemble dans la plus parfaite harmonie, exerçant un commerce dont la prospérité ne leur laisse rien à désirer. Mariés depuis peu d'années, ils n'ont de leur union qu'un enfant en bas âge; le mari compte à peine trente ans, et la femme qui en a tout au plus vingt-quatre, est douée de la plus rare beauté.

» Il y a quelques semaines, deux hommes richement vêtus, se sont présentés dans la boutique où elle se trouvait seule; l'un d'eux s'adresse à elle en déroulant un parchemin, puis il ouvre son portefeuille et sa bourse, et lui dit: « Depuis longtems, madame, mes yeux sont fixés sur vous; vous ne faites pas un pas en ville qu'il ne soit observé par moi ou par mes gens. J'ai résolu de vous faire partager ma fortune, si vous n'êtes point insensible à mon amour. Voilà un contrat de 35,000 francs de rente que je vous offre, 50,000 francs en billets de banque, et une bourse remplie d'or, ce ne sont là que les cadeaux du moment que je vous prie d'accepter. En échange d'une fortune brillante, je vous demande deux choses: d'abandonner votre enfant aux soins de son père, parce que je n'aime pas les enfans, et de quitter prochainement votre mari pour venir habiter mon château. Dans l'espoir que vous souscrirez à mes vœux, je vous laisse mon contract, dont les blancs seront remplis de vos noms, mon portefeuille et ce qu'il contient avec ma bourse que je dépose dans vos jolies mains. »

» Et aussitôt les deux inconnus se retirèrent en annonçant qu'ils veulent donner à la belle dame le temps de la réflexion. Celle-ci demeure stupéfaite d'une telle proposition. Environ une demi-heure après leur sortie, les deux inconnus reviennent pour savoir la réponse. Humilié de tant d'audace, la dame déclare qu'elle n'a pas même regardé ce qu'ils ont laissé, qu'ils la jugent bien mal en pensant que l'or puisse la corrompre au point de lui faire trahir ses devoirs d'épouse et de mère. « Sortez d'ici, leur dit-elle, et emportez vite vos présens, car dans cinq minutes vous pourriez vous repentir de votre témérité. » Eh bien! oui, nous allons partir, répond l'un de nos visiteurs; mais bientôt vous vous repentirez de vos dédains.

» La jolie marchande ne parla à personne de ces bizarres propositions; mais voilà huit jours après, les mêmes individus revinrent encore, escortés de quatre jeunes gens d'une mise très-élégante. C'était l'après-midi, alors que les boulevards sont plus fréquentés qu'à d'autres heures de la journée. La jeune femme était encore seule. Bientôt elle est saisie par les six individus, qui l'entraînent dans une pièce du fond, et par suite de la résistance qu'elle oppose, ses vêtemens sont mis en lambeaux, elle est renversée à terre, et reste en butte aux violences et aux tentatives infâmes des six inconnus. Ils fuient enfin, laissant leur victime dans le plus affreux désordre.

» Ce criminel guet-à-pens devait être immédiatement signalé à la justice, pour qu'elle en recherchât les auteurs. Il n'en fut pas ainsi: les époux pensèrent qu'il était plus prudent de se taire, et pendant plusieurs jours ces faits ont été ignorés de tous les voisins, et même des serviteurs. Cependant, une vague rumeur est parvenue jusqu'aux oreilles d'un ami de la maison, qui a voulu tout savoir, et qui est allé de son propre mouvement, rélever à l'autorité ce qu'il avait appris. Une instruction a été ordonnée aussitôt, elle ne tardera pas sans doute à déchirer le voile qui couvre cette mystérieuse affaire.

» Un autre circonstance non moins étonnante, c'est que depuis cet événement, la plaignante affirme avoir vu sur le boulevard le séducteur qui est venu chez elle lui faire des offres si magnifiques. Elle soutient qu'il se pavait dans un superbe landau attelé de quatre chevaux; qu'il l'a saluée en passant; que sa voiture couverte de riches armoiries avait devant et derrière des laquais à livrée avec aiguillettes sur les épaules.

» Espérons que la justice pénétrera par ses investigations tous les secrets d'une plainte dont les détails sont si romanesques.

— Jeudi matin, à neuf heures, de M. D..., jeune homme de vingt-six ans, connu dans le monde fashionable par son esprit, son immense fortune et le luxe de ses équipages, revenait du bois de Boulogne. Après avoir descendu les Champs-Élysées de toute la vitesse de son cheval, il a eu l'imprudence de se faire apporter un verre de limonade et de le boire d'un seul trait. Aussitôt il est tombé sans connaissance et est mort dans l'espace de 10 minutes.

BELGIQUE.

BRUXELLES, LE 17 JUIN.

Deux heures et demie.

Les fonds espagnols se sont encore améliorés à notre bourse de ce jour, par suite de la hausse de Londres. Les perpétuelles se sont traitées à 43 1/2; les cortès à 33, et la dette différée à 17 1/4. Il s'est généralement fait peu d'affaires, la majorité des spéculateurs ne voulant traiter qu'au comptant.

— La sorte de stupeur qui, depuis quinze jours, avait frappé la plupart des spéculateurs de notre bourse, est tout-à-fait dissipée; le calme et la confiance renaissent; les transactions à termes commencent à avoir lieu comme par le passé: quelques jours encore et notre bourse sera entièrement rétablie de la crise qui a eu lieu sur toutes les places de l'Europe et qui a causé la ruine totale de plusieurs gros spéculateurs, malgré leur excessive prudence.

— M. le général Daine, qui est parti pour Paris à la fin de la semaine dernière, sans doute pour affaires relatives à la formation d'un corps de volontaires belges, destiné à la reine d'Espagne, sera de retour aujourd'hui à Bruxelles. (*Courrier belge.*)

— L'année dernière, lors de la vente qui a eu lieu des bestiaux achetés en Angleterre par ordre du gouvernement. M. le comte J. B. d'Hane de Potter, l'un des grands propriétaires des Flandres, se rendit acquéreur des deux plus beaux taureaux, nous apprenons qu'il en a obtenu, par le croisement avec l'espèce du pays, de nombreux et superbes produits très recherchés par les cultivateurs. M. le comte d'Hane de Potter, qui ne cesse de donner des preuves de son zèle éclairé pour les améliorations agricoles, vient encore d'acheter à Tervuren, quatre des plus belles vaches et génisses et un taureau de l'espèce de Birckenfeld, mis en vente la semaine dernière par les soins du gouvernement.

Nous savons aussi que M. Claes, de Lembeck, qui avait également fait plusieurs acquisitions à la vente de l'année dernière, en est extrêmement satisfait et a obtenu de ces bestiaux un grand nombre d'élevés très remarquables.

Le roi qui prend un si vif intérêt à tout ce qui peut contribuer à la prospérité de la Belgique, a fait venir de sa terre de Richemont de superbes béliers et brebis de la race anglaise à longue laine. D'après les ordres de sa majesté ces animaux précieux ont été distribués à plusieurs agriculteurs.

— On écrit d'Ath, le 11 juin:

« La nuit dernière a failli être bien désastreuse pour le bourg de Frasmes. Vers une heure du matin le feu s'est manifesté dans un grenier rempli de bois faisant partie de l'habitation du boulanger Vandessyppe qui se trouve comme enclavée entre deux rues parallèles et est contigue aux remises et magasins de plusieurs maisons. Heureusement un garde malade du voisinage aperçut les premiers progrès de l'incendie. Il donna l'alarme et le tocsin rassembla bientôt la population. Un quart d'heure plus tard les deux tiers du bourg et l'église furent devenus la proie des flammes. Tout le prompt secours vint de zèle et de dévouement. M. le curé, malgré son âge s'est rendu sur les lieux, et M. le curé placé sur un toit a rendu les plus grands services par son exemple et ses conseils. Il a isolé l'incendie en faisant abattre deux hangars qui touchaient à des remises pleines de bois, et qui contenaient plusieurs pièces d'eau-de-vie. Parmi ceux qui se sont le plus exposés, on cite J. Bachy, jardinier; N. Bosquillon, Boudronghien, maçon; L. Drayins, Deffollin, voisins; et le gendarme Boudlard. La perte est peu considérable, mais elle sera sensible à un jeune ménage qui n'a d'autres ressources que son travail. Rien n'était assuré. »

— M. le comte de Mérode-Westerloo, venant de Vienne, est passé le 9 de ce mois à Munich.

— C'est à Genève et après dix jours de maladie qu'est morte Mde. Casimir Perrier.

— On assure que M. Lubin aurait avant de mourir révélé le secret de son spécifique à un employé du ministère de l'intérieur.

LIEGE, LE 18 JUIN.

Dans une correspondance adressée de Bruxelles au *Journal de La Haye*, sous la date du 12 juin, nous lisons que le gouvernement français a adressé au cabinet belge les conditions d'organisation de la légion militaire destinée au service de Christine. M. Demeulenaere et Evain qui s'étaient refusés jusqu'alors de prendre part aux démarches des entrepreneurs d'armée volontaire ont rédigé la réponse au cabinet des Tuileries. Le 12, il devait y avoir conseil, présidé par le roi pour statuer sur cette négociation que l'on a mandé de Paris ne pouvoir supporter aucun retard.

Le correspondant annonce que comme il ne s'agit plus de former deux régimens, mais de recruter un grand, M. Evain a pensé qu'il serait convenable d'offrir d'abord des bataillons disciplinaires et restes des dépôts des étrangers, les militaires condamnés formant un effectif de 2,000 hommes qui tout de suite pourraient être embarqués. M. Evain aurait dit que l'Espagne ne pouvait se montrer difficile sur la moralité de ces auxiliaires.

Des recruteurs parcourront les provinces pour enrôler les remplaçans de la garde civique mobilisée. Chaque recrue aura droit à une prime de 100 francs.

La nomination du général en chef paraît devoir éprouver des difficultés. On voudrait écarter Daine. On doit faire des ouvertures au général Lehardi de Beaulieu, comme major-général. Niellon et Vandermeren auraient chacun une brigade. Cependant, on croit que le général Maison exigera des généraux français qui connaissent l'Espagne.

La paie du soldat sera d'un tiers plus haut que celle fixée ici. La solde des officiers et l'indemnité seront doublées. Le gouvernement de Madrid sera cautionné par le gouvernement français. M. de Meulenaere est d'avis de ne point intervenir comme gouvernement, mais de laisser la plus grande latitude aux enrôlemens.

Par un *postscriptum*, le correspondant annonce qu'il est question de former plusieurs escadrons de cavalerie destinés à la non-intervention d'Espagne. Le général Chatry-Lafosse en aurait le commandement en chef.

On trouve également dans cette correspondance quelques renseignemens harsardés ou faux sur plusieurs maisons qui seraient compromises par la baisse des fonds espagnols.

— On lit dans l'*Echo de la frontière* :

« Un nommé François Delvallée, de Sebourg, contrebandier de profession, fut condamné il y a quelque temps par contumace à deux années de prison. Pour mettre l'arrêt à exécution, des gendarmes vinrent une première fois à Sebourg. Ils ne réussirent pas dans leur visite, Delvallée leur échappa. Mardi dernier, vers quatre heures du matin, cinq gendarmes accompagnés d'un garde-champêtre se rendirent sur les lieux. La demeure de Delvallée était fermée, et ce dernier encore au lit. La capture paraissait plus que certaine et les soins pris pour y arriver ne laissaient aucun doute sur leur réussite. Hissé par ses camarades, un gendarme grimpa sur le toit, se mit à cheval près de la cheminée, et attentif comme un chat qui guette une souris s'apprêtait à empoigner le contrebandier dès qu'il aurait passé la tête hors de la cheminée. Les autres se portèrent autour de la maison et deux d'entre eux frappèrent à la porte du logis. Eveillé en sursaut, Delvallée qui n'avait pas la conscience tranquille, usa du seul moyen de salut qu'il avait de se sauver dans la cheminée. La porte fut enfoncée, la retraite du fuyard découverte, et la prise assurée aux yeux de ses poursuivans. Cependant le hardi contrebandier, qui connaissait plus d'un tour, s'avisait d'un moyen bien propre à réussir. La cheminée dans laquelle il se trouvait, était adossée au pignon de la maison : il lui vint dans l'idée de se faire jour à travers une muraille bâtie en torchis ; il y réussit en quelques secondes, et grande fut la surprise des gendarmes lorsqu'ils aperçurent l'inséparable Delvallée sauter d'un bond sur terre et s'enfuir à toutes jambes vers le territoire hospitalier de la Belgique, qui ne se trouve qu'à une portée de fusil de Sebourg. Le plus attrapé fut, dit-on, le bon gendarme qui se trouvait au haut du toit : abandonné par ses camarades qui se mirent

à la poursuite du contrebandier, il avait beau crier qu'on vint à son secours ; il resta long-temps assis sur son cheval de paille, honteux comme un renard qu'une poule aurait pris. »

— On lit dans un journal du soir :

« Différens industriels de Bruxelles éprouvent les plus grandes difficultés à obtenir des fabricans de Liège, travaillant le fer, les ustensiles qui leur sont nécessaires, bien que demandés depuis long-temps. Tous sont exclusivement occupés à confectionner des armes pour don Carlos, et ces nombreuses commandes ont de beaucoup augmenté les prix de la main-d'œuvre. »

— On mande d'Amsterdam, du 12 juin :

« D'après ce qui se passe ici, on ne peut plus douter que la guerre générale n'éclate dans la Péninsule. Tous les tailleurs de cette ville sont occupés à confectionner des uniformes pour les troupes de don Carlos. La maison de Hope et comp^e fait les frais pour l'armement et l'équipement de 20,000 hommes destinés à renforcer les rangs de l'armée de Zumalacarréguy. »

Des Prussiens, des Bavaois, Badois et Saxons passent journellement en bandes de 10 à 20 par Nimègue, comme en 1831, se dirigeant vers l'intérieur du pays. Aucun indigène n'est admis à participer à cet enrôlement. De ce qui se passe ici, on présume que le premier envoi de troupes pour cette expédition pourra s'effectuer avant l'expiration de la quinzaine. Le gouvernement a fait sortir de son arsenal de Bréda 3 batteries d'artilleries de campagne qui ont été dirigées sur Amsterdam et envoyées aux troupes espagnoles. »

— On écrit de Gand, 16 juin :

« L'affaire du quartier-maître Ducarla a commencé hier devant le conseil de guerre siégeant à la maison de sûreté civile et militaire. La question de compétence a été soulevée, vu que des bourgeois semblent impliqués dans cette cause. L'accusé soutient la compétence du conseil quant aux faits uniquement relatifs à lui et qui n'ont aucune connexité avec les accusations à charge du bourgeois. »

— Plusieurs journaux ont entretenu leurs lecteurs d'une plainte en calomnie que M. Warnkoenig a intentée contre un journal de cette ville. Nous donnons le passage suivant de la lettre qu'il a adressé au procureur du roi :

« L'auteur, pour prouver que je dois à mes intrigues d'avoir été associé à des sociétés savantes, cite le fait d'un professeur qui a volé, dit-il, aux archives de Bruges, une chronique fort rare pour en faire don à une société savante de Londres, et que cette société, par reconnaissance, aurait admis dans son sein. Je suis professeur, j'ai l'honneur d'être membre d'une société savante de Londres, j'ai visité plusieurs fois les archives de Bruges; toutes les personnes qui me connaissent ne peuvent donc douter que ce ne soit sur moi-même que tombe cette calomnie atroce. »

« Si l'éditeur ou l'auteur appelé devant M. le juge d'instruction, déclarait que ce n'est pas moi qu'il a voulu désigner, je me tiendrais pour satisfait et retirerais ma plainte. Mais s'il se refusait à une déclaration de cette nature, mon honneur me ferait un devoir de poursuivre une réparation judiciaire, et j'ose être convaincu, M. le procureur du roi, que la justice ne me refuserait pas sa protection. »

— On écrit de Rome, le 3 juin, à la *Gazette d'Augsbourg*, que don Miguel est allé faire une partie de chasse et que cette absence pourrait bien encore donner sujet aux journaux étrangers de prétendre qu'il est parti pour se rendre en Espagne. »

— Décidément le grand-seigneur ne se borne pas à régénérer son empire sous le rapport du costume et des mœurs, il veut encore rendre ses sujets sensibles aux charmes, de la musique et surtout de la musique italienne. Des lettres arrivées récemment de Constantinople confirment la nouvelle d'un opéra buffa dans la capitale de la Turquie. Bien différent de la plupart de ses augustes prédécesseurs, qui prenaient un barbare plaisir à faire clouer aux portes du sérail les oreilles musulmanes, le sultan Mahmoud ne s'occupe que du soin de les

charmer. Heureuse et grande révolution ! Dans la quelle l'illustre auteur du *Barbier*, de la *Pie*, d'*Otello* et de tant d'autres chefs-d'œuvre, jouera le principal rôle. Après avoir fait chanter le *Turc en Italie*, il fera chanter l'*Italien en Turquie*.

BULLETIN.

Les nouvelles d'Angleterre nous apprennent que les mesures prises pour assurer, dans la Péninsule, le triomphe de la cause constitutionnelle, semblent devoir amener rapidement un résultat. La situation militaire de l'Espagne avait alarmé tous les esprits ; on allait jusqu'à penser que Zumalacarréguy pourrait peut-être pénétrer jusqu'à Madrid avant l'arrivée des premiers secours. Les derniers rapports ont démontré que ces craintes étaient exagérées, et du reste, l'activité des opérations pour le recrutement et l'armement des corps auxiliaires est d'une nature tout-à fait rassurante. (V. Londres.)

L'intervention indirecte à laquelle les cabinets de Londres et de Paris se sont résolus, sera aussi utile au gouvernement de la reine qu'une action directe. Celle-ci aurait pu blesser à la fois les susceptibilités des puissances absolues qu'on aurait bravées en face ; et l'orgueil espagnol, le plus irritable peut-être parmi les nations de l'Europe, aurait pu aussi s'offenser de voir des étrangers remplir le premier rôle dans les événemens militaires qui ne se feront plus attendre. Les débats qui ont eu lieu dans le sein de la chambre des procuradores ont prouvé que cet amour-propre national était le principal motif des répugnances d'une partie de l'assemblée pour une intervention directe.

Le gouvernement français plus spécialement intéressé que l'Angleterre dans la question espagnole, doit montrer plus de zèle encore pour la cause de la reine, menacée à la fois par l'absolutisme et la république. Le *Constitutionnel* donne aujourd'hui des détails importans sur les arrangemens financiers et militaires arrêtés entre les deux puissances. (V. Paris.)

Nous avons annoncé hier la retraite de M. Martinez de la Rosa. Les motifs qui ont amené la résolution de ce ministre ne sont pas bien connus. On pense cependant que M. Martinez de la Rosa, homme d'état un peu faible, a cru devoir se retirer devant les nécessités d'une politique plus énergique que réclame la situation de la Péninsule.

En dehors des affaires d'Espagne, les faits politiques ne présentent aucun aspect nouveau. Les torques anglais continuent à harceler l'administration de lord Melbourne. A l'extérieur, la situation d'Espagne, à l'intérieur celle de l'Irlande, fournissent à lord Wellington et à ses amis leurs plus fréquens objets d'attaque.

En Allemagne, une partie de la presse continue à attacher beaucoup d'importance aux conférences de Kalisch. On n'ose plus cependant parler de guerre générale. La république elle-même y a renoncé.

Quant aux journaux belges, leur principal thème est toujours le résultat des dernières élections.

La régence de cette ville en faisant rappeler aux habitans, par la voie des journaux, les dispositions de l'art. 62 du règlement sur la voirie urbaine, a voulu prévenir le retour des accidens qui arrivent fréquemment à ceux qui se livrent au plaisir de tirer des petards ou armes à feu, dans les rues ou sur les places publiques à l'occasion des fêtes paroissiales.

Cependant malgré toutes les précautions prises par la police chargée de l'exécution de ce règlement, un malheur de l'espèce qui nous occupe est arrivé dimanche dernier au faubourg St. Gilles : au moment où la procession traversait cette rue, un jeune homme de l'âge de 14 ans, a eu trois doigts de la main gauche emportés par l'explosion subite d'un pistolet qu'il tenait dans les mains.

L'amputation totale du poignet a été faite dans la soirée.

Des ordres sévères viennent d'être donnés pour que la police tienne aussi la main à l'exécution de l'article 20 de la loi du 22 juillet 1791 qui prohibe la mise en vente des fruits verts, gâtés ou corrompus, et de l'ordonnance du 24 novembre 1808 qui détermine l'heure à laquelle les *cafés* et *cabarets* doivent être fermés au public.

